



CAUSES & ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC « Causes et enjeux du changement climatique ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

Comprendre ce que sont les coûts des politiques climatiques

Jean-Charles HOURCADE

Directeur de recherche – CNRS

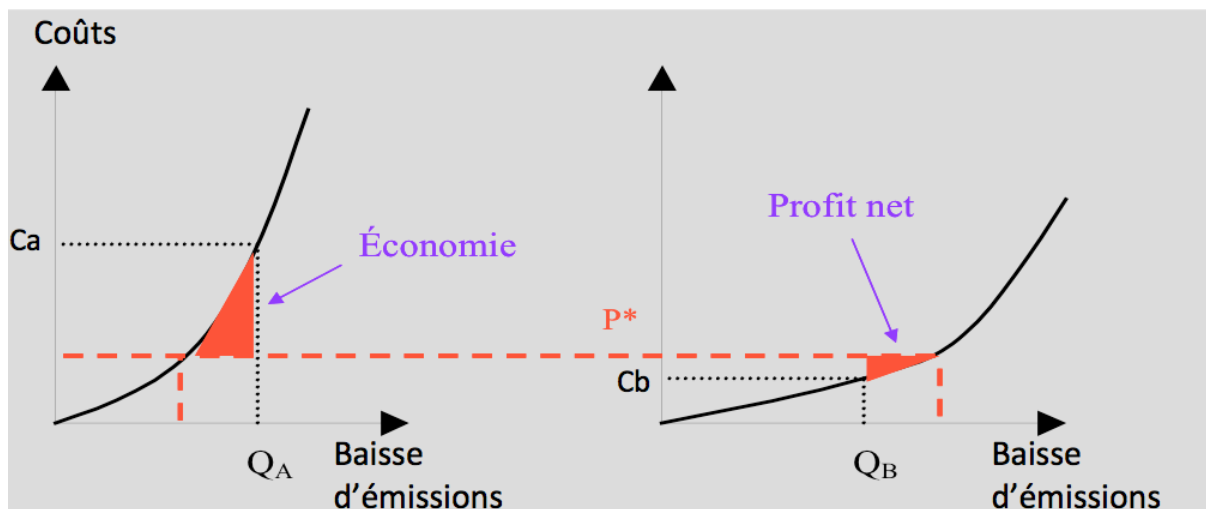
Nous allons essayer dans cette vidéo de comprendre ce que sont les coûts des politiques climatiques, car après tout, c'est bien ça qui retient de les lancer, surtout dans un contexte difficile fait de chômage et de sous-emploi.

Ici, les économistes avancent une idée très simple : il faut qu'il y ait un prix du carbone qui permette à chacun d'abattre les émissions jusqu'au niveau où le coût marginal d'abattement est égal à ce prix.

⇒ Pour comprendre ce qui se passe, regardons le graphique que vous avez en face de vous.

Pays A

Pays B



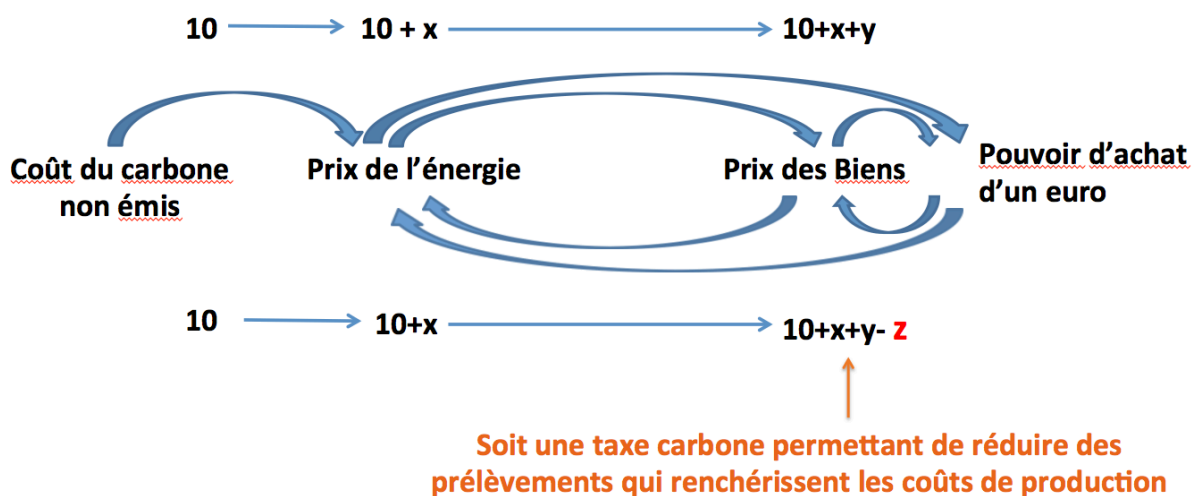
- Il y a deux pays qui veulent abattre les mêmes émissions, la même quantité, sauf que l'un, le pays B paraît plus, entre guillemets, doué que l'autre : sa courbe de coût d'abattement monte moins vite que le premier.
- Si chacun veut faire séparément le même objectif, on voit que le pays A va le faire avec un coût C_a bien supérieur au coût C_b du second.
- ⇒ C'est très inefficace et pour être efficace, il faudrait que chacun mène un effort jusqu'au moment où leur coût marginal sera égal à ce qui est marqué ici, avec le symbole P^* .
- Si on fait ça, le pays A va abattre moins d'émissions, le pays B va en abattre plus, au total, le niveau de performance environnementale sera le même et vous voyez que le pays A aura économisé le triangle rouge sur la gauche et que le pays B va exporter des émissions et va gagner le triangle rouge que vous avez sur la droite.
- ⇒ Au total, donc un argument simple et de bon sens, qui fait que chacun gagne à avoir un prix unique du carbone.

Bien sûr, comme toute idée simple, elle est vite compliquée par le monde réel. Elle est compliquée parce que, dans le monde réel, il y a des secteurs économiques qui sont plus ou moins affectés par une taxe carbone parce qu'ils consomment plus ou moins d'énergie et surtout que certains sont en amont des autres donc je dirais peuvent plus facilement leur faire payer la facture.

- Par exemple dans des pays où les systèmes fiscaux sont très différents, mais aussi des pays très inégaux en revenus et il faut savoir que les dépenses énergétiques des ménages à bas revenus représentent une part bien plus importante de leur budget que cette même part pour les ménages aisés et surtout, bien sûr, le fait que 50 € la tonne de carbone pèse bien

plus sur le bien-être de quelqu'un qui gagne 2 € par jour que quelqu'un qui gagne 2000 € par jour.

- ⇒ Tous ceci sont des arguments simples à comprendre mais il y en a un dernier tout aussi important pour les politiques économiques, peu tangible mais qui est celui de la propagation des coûts entre secteurs industriels, entre ménages et entre industries, ménages et pouvoirs publics/Etat.
- Pour comprendre ce qui se passe, on peut regarder ce graphique. Tout serait simple si avec un coût du carbone de 10, chacun allait payer 10.



- ⇒ Ce n'est pas ce qui se passe, parce que d'abord ce coût de 10 va devenir 10 plus quelque chose (ici, j'ai mis X), quand il sera facturée par l'entreprise énergétique, mais surtout, cette somme-là va se propager aux secteurs producteurs d'acier, producteurs de ciment, et à tous les secteurs en aval, ce qui fait qu'au total l'ensemble des coûts de production de ce que vous achetez va se renchérir (ici j'ai mis une somme Y).
- ⇒ Il faut savoir que dans les simulations que l'on a, cet effet de multiplication, de propagation peut aboutir à une facture qu'il là, par exemple si l'on part de 10 peut aller jusqu'à 15 ou 20.
- ⇒ Ceci va peser sur le pouvoir d'achat des ménages, ils ne le savent pas à priori, aussi affecter la compétitivité des entreprises.
- La seule façon de bloquer cet effet de propagation, c'est qu'en même temps qu'on taxe quelqu'un de 10, les entreprises de 10, on les détaxe de 10, c'est-à-dire qu'on réduise les impôts qui affectent les coûts de production.
- Dans la majorité des études qui sont conduites sur le sujet dans les pays européens ou aux États-Unis, la meilleure façon de le faire bien sûr c'est de baisser les charges sociales pour bloquer ça.

- ⇒ Et donc on voit que ça a un rôle très important puisque c'est un problème de débat social sur la façon dont on utilise les produits de la taxe.
- Maintenant, en termes de politique énergétique, de politique climatique, qu'est-ce qu'on peut retenir de ça pour l'analyse des trois outils qui nous sont proposés principalement : les taxes, les quotas et les normes techniques ?
- ⇒ Bien sûr dans la réalité ces trois outils sont utilisés d'une façon mixte, mais il est intéressant de savoir ce que chacun fait. Quels sont les avantages et les inconvénients de chacun d'entre eux.
- Quand on regarde les taxes carbone, c'est simple, un pays prend une taxe, il la recycle en interne, il n'y a pas de transferts internationaux, on sait ce qu'on paye, le niveau de la taxe mais on n'est pas très certains du résultat en termes d'abattement, il faut le savoir.
- Autre avantage, c'est que si cette taxe est bien recyclée, on peut espérer avoir des coûts sociaux aux coûts techniques.
- Avec les quotas, c'est différent. Avec les quotas, on a des transferts internationaux, entre pays, entre les pays dans lesquels le coût d'abattement est plus élevé en direction des pays dans lesquels le coût d'abattement est le plus faible (en général dans le monde moderne c'est plutôt en direction des pays en développement).
- Mais ça pose un problème très important, c'est comment on va allouer les quotas entre la Chine, entre l'Inde, l'Europe et les États-Unis ? Quelle règle va être adoptée et sera reconnue comme équitable ?
- ⇒ Il y a un vrai défi qui n'a jamais été résolu au protocole de Kyoto et depuis.
- Avec ce système certes, on connaît à priori le résultat, sauf que l'on est incertains sur le coût que l'on va supporter en dernière instance et il y a toujours une incertitude sur le fait qu'un pays confronté à un coût qu'il n'a pas attendu respecte sa signature et il y a surtout un dernier problème, en raison des risques de propagation que l'on vient de voir, il y a des coûts sociaux supérieurs aux coûts techniques s'il y a allocation gratuite des permis.
- ⇒ Il faut savoir bien sûr que le résultat est différent s'il y en a des occasions aux enchères parce qu'à ce moment-là on peut prendre l'argent pour baisser des taxes qui retombent sur le coût de production mais à ce moment-là, pourquoi passer par un système si compliqué et non pas directement passer par une fiscalité carbone ?
- Et puis il y a enfin des normes ensuite. Les normes techniques dont on ne connaît pas les coûts, ce sont des sortes de coûts cachés, on ne les annonce pas, mais ces coûts existent et eux aussi se propagent, eux aussi les consommateurs et les travailleurs vont les payer.

➤ Et l'efficacité des normes est réelle mais moins importante que ce qu'il n'y paraît. Pourquoi ?

⇒ À cause de ce que l'on appelle les effets rebond.

⇒ Et finalement, c'est très simple, vous me donnez un véhicule plus efficace, 2 litres au 100, je risque de rouler plus en voiture parce que la facture, mes dépenses en essence vont baisser. Vous me donnez des moteurs plus efficaces pour les camions, et bien plus de marchandises vont être transportées par le camion plutôt que par le rail ou par les voies d'eau.

⇒ Donc pour bloquer cet effet rebond, on est bien forcés de les compenser par un renchérissement des prix de l'énergie.

Alors maintenant bien sûr, voilà pour ce qui concerne les prix du carbone, sauf que dans la dynamique des émissions, et donc des politiques qu'il faut mener pour les réduire sur le long terme, il n'y a pas que le prix du carbone qui compte.

➤ La mobilité automobile par exemple, ce n'est pas seulement un problème de prix de l'essence, c'est un problème de prix de l'immobilier qui pousse les gens à s'excentrer par rapport aux centres urbains, ça dépend des politiques d'infrastructures qui sont menées par les villes, par les régions, par les départements.

⇒ Ça dépend aussi de choses si importantes que l'installation de supermarchés en périphérie des villes moyennes.

➤ De même, pour les énergies nouvelles et renouvelables, on sait très bien qu'elles sont très souvent intermittentes, il faut des réseaux de transmission et de distribution mais ça, ça dépend de quoi ? Pas seulement du prix du carbone, ça dépend des politiques de régulation des marchés énergétiques.

➤ On a la même chose pour le marché des carburants à grande échelle qui dépend du prix des terres, de la rémunération des agriculteurs.

➤ Et enfin et peut-être surtout, on y reviendra dans la dernière vidéo, les risques d'investissements bas carbone - parce qu'on a un prix du carbone, c'est bien, il en faut, mais ça peut très bien ne pas suffire à déclencher les investissements -, face aux brusques variations des prix du pétrole et des prix des devises qui peuvent annuler très rapidement l'impact de toute taxe carbone, même significative, il y a bien sûr aussi les incertitudes technologiques.

Qu'est-ce qu'on peut tirer de tout ça ? Et bien c'est que le coût économique et social d'une politique climatique n'est pas seulement affaire de coûts techniques, il dépend de la façon dont la hausse des prix de l'énergie est accompagnée par des politiques fiscales et financières, est accompagnée par des politiques de transport, d'urbanisme, d'aménagement du territoire.

⇒ Ce qu'il faut retenir, c'est important pour les autres vidéos, pour la suite de cette séquence, c'est que ces mesures ne sont pas adoptées uniquement pour des raisons climatiques mais bel et bien en fonction d'autres enjeux de développement et de politique économique.